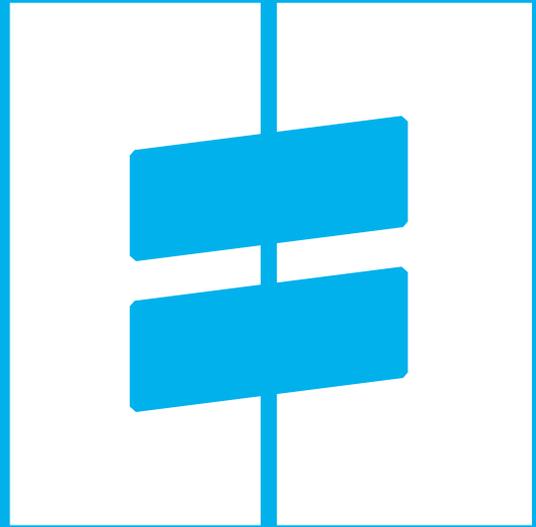


# RAPPORT D'ACTIVITES



**AGIR ENSEMBLE**  
POUR LES DROITS HUMAINS



**DIGNITÉ  
HUMAINE,  
PARTENARIAT,  
MILITANTISME.**

## C'est un véritable plaisir de vous présenter ce Rapport d'activités 2020, le premier pour notre association sous son nouveau nom : Agir ensemble pour les droits humains.

La crise sanitaire mondiale nous apprend que malgré le fait que la condition humaine est partagée par tous les êtres humains, les inégalités se creusent : nous avons créé un monde dans lequel les droits fondamentaux pourtant inaliénables de toute personne sont trop souvent niés et bafoués. Cette crise-là, nous ne la voyons pas.

Se battre aux côtés de nos partenaires de terrain pour dénoncer les violations des droits, défendre les défenseur·se·s menacé·e·s et lutter contre les discriminations et les injustices sont les objectifs au cœur de notre mission.

Nous continuerons notre engagement et ferons notre maximum pour favoriser le respect des droits humains et l'émergence d'un monde réellement démocratique, fondé sur l'état de droit et la reconnaissance de la dignité inhérente de chaque personne.

Mes chaleureux remerciements à nos partenaires, nos bailleurs, nos membres, le conseil d'administration et toute l'équipe opérationnelle pour votre engagement au sein de l'association. Ces pages reflètent ce qui est possible grâce à vous. Poursuivons notre combat pour que le monde soit davantage tourné vers la justice, la solidarité, la démocratie, la prise en compte de la dignité humaine et le respect des droits.

Agissons ensemble pour y parvenir !

Très bonne lecture et n'hésitez pas à nous contacter.  
Bien sincèrement,

**Tim Hughes**

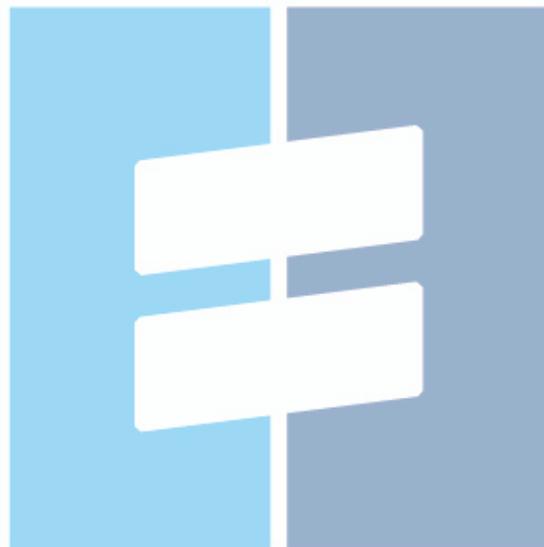


# EDITO DU PRESIDENT

# SOMMAIRE

- 03** EDITO DU PRÉSIDENT
- 06** QUI SOMMES NOUS ?
- 08** RÉTROSPECTIVE
- 10** L'ÉQUIPE D'AGIR ENSEMBLE
- 12** NOS AXES D'ACTION ET MODALITÉS D'INTERVENTION
- 14** 2020 EN CHIFFRES
- 16** NOS PARTENAIRES TERRAIN
- 19** NOS PROJETS

NOS CAMPAGNES ET ÉVÉNEMENTS	<b>32</b>
NOS SOUTIENS ET RÉSEAUX	<b>36</b>
NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	<b>40</b>
BILAN FINANCIER	<b>42</b>
NOS PERSPECTIVES	<b>45</b>
MOT DU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL	<b>50</b>



# QUI SOMMES NOUS ?

## Notre histoire

En 1989, André Barthélémy, directeur d'une agence de voyage associative et solidaire (ARVEL Voyages), se rend au Chili où il rencontre des militant·e·s qui dénoncent les violations des droits humains commises par le régime militaire de Pinochet. Frappé par le manque de ressources auquel sont confronté·e·s ces militant·e·s, il décide de rassembler un petit groupe de personnes pour mettre sur pied une association qui soutiendrait les défenseur·se·s des droits humains à travers le monde. Après trois ans d'existence informelle, en 1992, ils·elles se sont constitué·e·s en association à but non lucratif.

L'année suivante, ils·elles obtiennent le statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples puis en 1998 le statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations-unies.

## Notre mission

Nous favorisons, à travers le monde, l'essor et le développement d'organisations qui œuvrent pour la défense et la promotion des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Notre partenariat avec des organisations locales s'inscrit dans une relation institutionnelle basée sur l'égalité, la confiance, l'échange, le respect et la réciprocité. Chaque partie prenante est autonome et accepte de mutualiser ses efforts en vue de réaliser un objectif commun.



**S'ALLIER AVEC LES ACTEUR·RICE·S  
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ENGAGÉ·E·S  
SUR LEURS TERRAINS DANS LA LUTTE  
CONTRE LES VIOLATIONS DES DROITS  
HUMAINS. NOS ACTIONS  
CONTRIBUENT À RENFORCER LEURS  
CAPACITÉS ET À SOUTENIR LEUR  
ÉMERGENCE.**

**NOTRE  
VOCAATION**

# RETROSPECTIVE

**1989**

Création d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme par André Barthélémy

**1993**

Agir ensemble obtient le Statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP).

**1998**

Obtention du Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC), organe de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

**2002**

Engagement de fonds propres pour soutenir les activités d'une centaine d'Organisations de Défense des Droits Humains (ODDH) à travers le monde.

Lancement du Projet de formation pratique de jeunes défenseurs des droits de l'Homme en Afrique.

**2005**

Lancement en Rhône-Alpes du projet ACTES (Action et Concertation contre le Trafic et l'Esclavage Sexuel).

**2008**

Lancement du projet de défense des droits des personnes détenues en Afrique

**2010**

Lancement en Mauritanie du projet FAM (Former et Agir en Mauritanie pour les droits des femmes et le renforcement de la société civile)

**2009**

Lancement en RDC du programme CIVIK (Consolider, Impulser et Valoriser les Initiatives de la société civile au Kivu)

**2012**

Lancement en RDC du projet **DECLIK** (Développer et Conforter les Initiatives des Défenseurs des Droits de l'Homme dans les Kivu)

Départ d'André Barthélémy et arrivée de John Edmundson à la présidence de l'association.

**2018**

Lancement du **Projet DEFI II** (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de défense des droits humains en Afrique Centrale - Phase II) dans 4 pays d'Afrique Centrale: Cameroun, Gabon, République du Congo, République Démocratique du Congo.

**2016**

Lancement en RDC du projet **RISK** (Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs des Kivu)

Lancement au Congo du projet **MANDAT** (Mobiliser et Animer les efforts de la société civile dans la lutte contre la Détention Arbitraire et la Torture en République du Congo)

**2020**

**Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme** change de nom et devient **Agir ensemble pour les droits humains**.

Lancement du projet **PACTE** (Prévenir et Agir Contre la Torture et les détentions arbitraires Ensemble) en République du Congo

Lancement du projet **BUENAVENTURA** (Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura) en Colombie

**2014**

Lancement du projet **DEFI** (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de la société civile)

Lancement en RDC du projet **APPEL** (Accompagner l'Accès aux droits des Peuples Pygmées et Encourager une réforme de la Loi foncière en RDC)

**2017**

Départ de John Edmundson et arrivée de Tim Hughes à la présidence de l'association.

**2019**

Célébration du 30ème anniversaire d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme et du 20ème anniversaire du Fonds d'Urgence.

Lancement du projet **RISK II** (Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs dans les Kivu - Phase 2) en République Démocratique du Congo.

Lancement du projet **PROTECTION** avec Tournons La Page (TLP), dans les pays des 10 coalitions membres de TLP: Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Niger, République Démocratique du Congo, Tchad et Togo.

# L'ÉQUIPE



## D'AGIR ENSEMBLE

Notre Conseil d'Administration est constitué de douze administrateur·rice·s et d'un bureau composé du Président, de la Secrétaire générale, de son Adjointe et du Trésorier. Notre Assemblée Générale, qui siège une fois par an, réunit plus de quatre-vingt membres et sympathisant·e·s.

Pour mener à bien l'ensemble de ses activités, notre équipe opérationnelle est composée de sept salarié·e·s : un Délégué général, quatre Chargé·e·s de projets et de partenariats et un Responsable Administratif et Financier. Ces permanent·e·s travaillent au siège et se rendent régulièrement sur le terrain. Ils-elles sont secondé·e·s par des volontaires du service civique, des stagiaires, des bénévoles qui sont associé·e·s à la réalisation des activités.

L'organisation et le mode de travail au sein de l'équipe favorisent la cohésion ainsi que la complémentarité des compétences et des expertises. L'approche intégrée de l'égalité professionnelle fait partie intégrante de la gestion des ressources humaines au sein d'Agir ensemble.

Nos projets sont construits et mis en œuvre avec les partenaires locaux. Toutes nos activités s'inscrivent dans une démarche inclusive et de développement durable. Nous encourageons les processus de mutualisation, de capitalisation, de partage des savoirs et d'expériences entre associations en favorisant l'intelligence collective et l'apprentissage en commun.



**Organes stratégiques**

**Assemblée  
Générale**

**Conseil  
d'Administration**

**Bureau**  
(Président, Trésorier, Secrétaire  
générale, Secrétaire adjointe)

**Président**

**Délégué général**

**Responsable administratif  
et financier**

**Chargé·e·s de projets  
et de partenariats**

**Stagiaire  
"Admin"**

**Stagiaires et volontaires service civique (VSC)**

**Bénévole  
"Admin"**

**Bénévoles**

**Equipe opérationnelle**



Assurer la protection des défenseur-se-s des droits humains en danger et la lutte contre la torture, les arrestations et détentions arbitraires.

Promouvoir les droits des femmes, le leadership féminin et la lutte contre les violences basées sur le genre.



Promouvoir l'Etat de droit, la gouvernance démocratique et la mobilisation citoyenne.

Faire respecter les droits des minorités ethniques et sexuelles et contribuer à la lutte contre les discriminations à l'encontre de ces personnes et communautés.



# NOS AXES D'ACTION

# NOS MODALITÉS D'INTERVENTION

**A ce jour, nous avons soutenu près de 400 associations locales de défense des droits humains et plus de 750 défenseur·se·s en danger dans plus de 40 pays.**

**Notre rôle consiste à agir pour :**



## SOUTENIR

Nous mettons en place des partenariats avec des associations locales en apportant une aide financière et technique à leurs projets. Nous soutenons l'essor des partenaires et leur leadership en renforçant leurs capacités.



## PROTÉGER

Nous avons créé, en 1999, le premier Fonds d'urgence français (et l'un des premiers dans le monde) dédié à la protection des défenseur·se·s des droits humains en danger.



## DÉNONCER

Nous développons les mises en réseaux et les actions de plaidoyer en lien étroit avec les partenaires. Nous appartenons à plusieurs réseaux de défense des droits humains et nous nous associons à des initiatives de mobilisation inter-associatives.

# 2020 EN CHIFFRES

**41 PARTENAIRES  
SUR LE TERRAIN**

**BUENAVENTURA  
DEFI 2  
PACTE  
PROTECTION  
RISK 2  
LE FONDS D'URGENCE**

**6 PROJETS**

**87 DONATEUR·RICE·S  
DONT  
45 ADHÉRENT·E·S**

**7 DÉFENSEUR·SE·S DES  
DROITS HUMAINS ET  
MEMBRES DE LEUR  
FAMILLE SOUTENU·E·S  
PAR LE FONDS D'URGENCE**

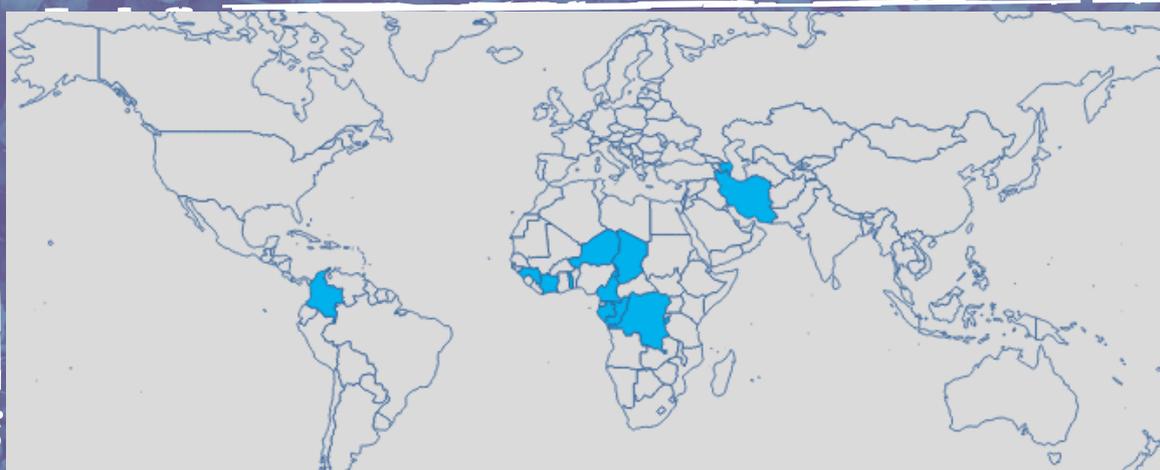
**49 PARTENAIRES  
TECHNIQUES ET  
FINANCIERS**



**6 SALARIÉ·E·S  
6 SERVICES CIVIQUES  
1 VSI  
15 BÉNÉVOLES  
6 STAGIAIRES**

**12 ADMINISTRATEUR·RICE·S**

**14 PAYS D'INTERVENTION**



\* Azerbaïdjan - Burundi - Cameroun - Colombie - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Iran - Niger - République du Congo - RDC - Sénégal - Tchad - Togo

# NOS

# PARTENAIRES TERRAIN



# NOS PARTENAIRES TERRAIN

Agir ensemble est forte de ses partenaires, engagé·e·s sur le terrain, qui luttent contre les violations des droits humains. Ces partenaires ont noué une relation de confiance avec notre organisation afin de mettre en place une collaboration concrète menant à la réalisation de projets bénéficiant à la société civile.

Ensemble, nous construisons des projets en sortant de la limite « appuieur- appuyé·e ». Notre objectif est l'autonomisation de ces organisations pour qu'elles puissent poursuivre leur mission et obtenir la crédibilité et la visibilité nécessaire pour agir.

**2HRC CAMEROUN - DEFI 2**

**AIDPROFEN - DEFI 2**

**ACAT RDC - DEFI 2**

**ARCHE D'ALLIANCE - RISK 2**

**ASSOCIATION LES AMIS DES ENFANTS (AAE) - PACTE**

**ASSOCIATION POUR LES DROITS DE L'HOMME ET L'UNIVERS CARCERAL (ADHUC) - PACTE**

**ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES ÉTUDIANTS DU CAMEROUN (ADDEC) - DEFI 2**

**ACTIONS POUR LA JUSTICE, LE DEVELOPPEMENT ET LES DROITS HUMAINS (AJDDH) - DEFI 2**

**ASSOCIATION POUR LA VULGARISATION DU DROIT AU COEUR DE LA SOCIÉTÉ (AVDCS) - PACTE**

**BUREAU DES COMMUNAUTÉS LOCALES AUTOCHTONES DES ZONES FORESTIÈRES DU CONGO (BCAF) - DEFI 2**

**BRAINSFOREST - DEFI 2**

**CAMEROONIAN FOUNDATION FOR AIDS (CAMFAIDS) - DEFI 2**

**CERCLE UNI DES DROITS DE L'HOMME ET CULTURE DE LA PAIX (CUDHOC) - DEFI 2**

COEUR ARC-EN-CIEL - DEFI 2

COMMISSION JUSTICE ET PAIX POINTE-NOIRE (CDJP) - DEFI 2

COLLECTIF ONG POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL (COSADER) - DEFI

CERCLE UNI POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA CULTURE DE PAIX (CUDHOC) - DEFI 2 - PACTE

DROITS ET PAIX - DEFI 2

FOYER DE DÉVELOPPEMENT DE L'AUTOPROMOTION DES PYGMÉES ET INDIGÈNES DÉFAVORISÉS (FDAPIID) - DEFI 2

HORIZON FUTUR - PACTE

HUMANITÉ POUR TOUS (HPT) - DEFI 2

INSTITUT POUR LA PROTECTION ET L'APPRENTISSAGE DES DROITS (IPAD) - DEFI 2

LA VOIX DES OUBLIÉS (LVO) - DEFI 2

LA LIGUE DES DROITS ET DES LIBERTÉS (LDL) - DEFI 2

OBSERVATOIRE CONGOLAIS DES DROITS DE L'HOMME - PACTE

ORGANISATION FORMATION NOUVELLE (OFN) - DEFI 2

SOS INFORMATION JURIDIQUE MULTISECTORIELLE - RISK 2

SYNERGIE UKINGO WETU (SUWE) - RISK 2

TALLER ABIERTO - BUENAVENTURA

TOURNONS LA PAGE (TLP)\* - PROTECTION

VUE ET GESTES (VG) - DEFI 2

NOS PARTENAIRES

\* Mouvement regroupant 10 coalitions en Afrique : Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Guinée Conakry, Niger, RDC, Tchad et Togo

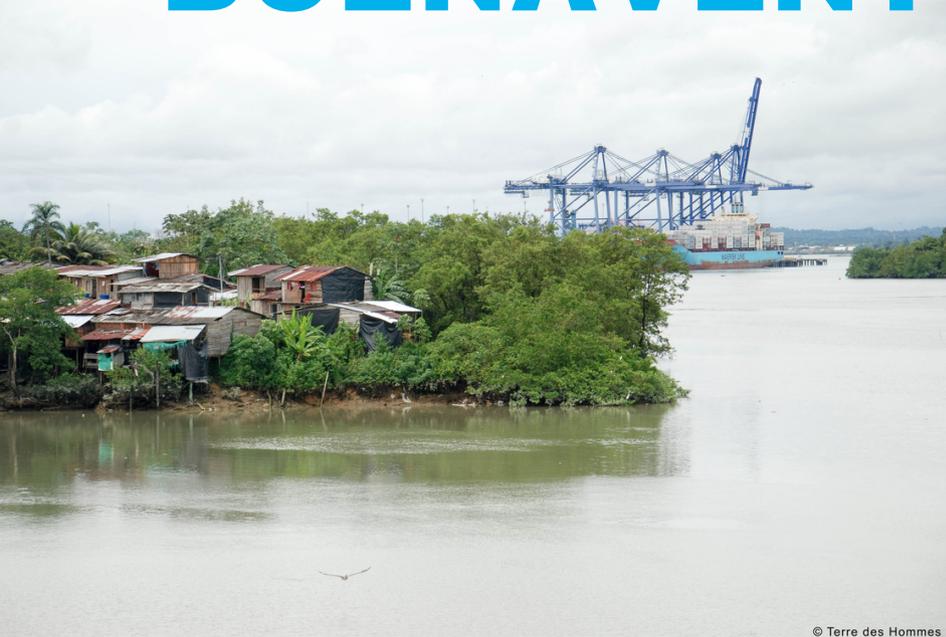
TERRAIN

# NOS

## PROJETS



# BUENAVENTURA



© Terre des Hommes



## "FEMMES, ENFANTS ET JEUNES LIBRES DE VIOLENCE À BUENAVENTURA EN COLOMBIE"

**Pays :** Colombie

**Durée :** 01.07.2020 – 30.06.2023

**Budget :** 540 000 €

**Co-financeur :** AFD

Buenaventura, plus grand port commercial de Colombie, est une zone stratégique pour son économie, mais aussi une des villes les plus pauvres et les plus dangereuses du pays. Sa localisation en fait un territoire propice aux activités illicites, que se disputent des bandes criminelles qui contrôlent et terrorisent les quartiers. Les femmes, les enfants et les jeunes sont les principaux témoins et victimes au quotidien d'actes d'une violence extrême.

# BUENA VENTURA RURA

D'une durée de 3 ans, le projet vise à réduire la violence et améliorer la protection des enfants, des jeunes et des femmes de Buenaventura, auprès de communautés majoritairement afro-colombiennes et autochtones, à partir d'une approche basée sur les droits, l'équité de genre, l'interculturalité et la culture de la paix. Le projet est mené avec notre partenaire local de terrain : Taller Abierto ainsi qu'avec nos partenaires Réseau France Colombie Solidarité, le Réseau européen pour l'Amérique Latine (Red Eu Lat), Terre des Hommes Suisse et Allemagne

**Le projet se déroule dans 4 zones rurales et urbaines, majoritairement afro-colombiennes ainsi qu'une réserve autochtone et ciblera 8640 personnes dont :**

- 7 365 enfants et jeunes
- 1085 femmes
- 190 hommes

**Pour ce faire, le projet cherche à :**

- **Former et accompagner** les femmes, les enfants et les jeunes pour qu'ils-elles puissent se défendre contre la violence dont ils-elles sont victimes et développer des alternatives communautaires
- **Renforcer leur protection et leurs capacités** pour qu'ils-elles deviennent promoteur-ric-e-s de leurs droits et de la paix, et créer des environnements protecteurs au sein des écoles, familles et des communautés
- **Mener des actions de plaidoyer** au niveau local, national et international afin d'alerter sur la situation vécue à Buenaventura

# DEFI 2



## “DÉVELOPPER ET FAVORISER LES INITIATIVES DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS EN AFRIQUE CENTRALE”

**Pays :** Cameroun, Gabon, République du Congo, République Démocratique du Congo

**Durée :** 01.01.2018 – 30.06.2021

**Budget :** 759 668 €

**Co-financeurs :** AFD, Fondation de France, Fondation pour les droits humains, Sigrid Rausing Trust, Métropole de Lyon, RESACOOOP

La troisième année de ce projet a été marquée par la sélection et le soutien à 8 nouvelles organisations de défense des droits humains, qui ont ainsi pu mettre en œuvre leurs activités sur le terrain. Cette deuxième tranche du projet a poursuivi la même logique d'intervention que la première, et a permis à ces nouvelles OSC de renforcer leurs capacités, d'un point de vue financier comme technique.

# DEFI 2

Health and Human Rights Cameroon (2HRC) et Droits et Paix pour le Cameroun ; Brainforest pour le Gabon ; Commission Diocésaine Justice et paix (CDJP) et Cœur Arc en Ciel pour la République du Congo ; et enfin pour la République Démocratique du Congo, Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-RDC), Actions et Initiatives de Développement pour la Protection de la Femme et de l'Enfant (AIDPROFEN) et Actions pour la Justice, le Développement et les Droits Humains (AJDDH) ont à leur tour été accompagnées dans la formulation de leur projets de terrain, dans l'appropriation des outils de projet et ont été suivies tout au long de leurs activités par des échanges mensuels avec l'équipe d'Agir ensemble.

Cette année 2020 a connu plusieurs temps forts concernant la mise en réseau et le partage d'expérience entre pairs, qui représentent un axe important de DEFI 2, la **rencontre à Lyon avec Jean-Claude Pongault Elongo**, directeur exécutif de l'organisation Cœur Arc en Ciel, basée au Congo. Également par la **visite d'échange qui s'est déroulée à Brazzaville en janvier 2020**, regroupant six organisations travaillant autour de la thématique de la lutte contre la torture, la détention abusive et les arrestations arbitraires, qui ont pu partager leurs pratiques et expériences à ce sujet. Enfin, la **venue à Lyon de quatre femmes défenseuses des droits en mars 2020** a été l'occasion d'échanger autour de l'égalité des genres, à travers la rencontre avec d'autres associations menant le même combat et également la sensibilisation des citoyens avec l'organisation de tables rondes et d'émissions radios.

Au-delà de ces activités de rencontre et de partage, ces événements ont aussi été l'occasion pour ces OSC de renforcer leurs capacités, notamment à travers des sessions de formation sur le plaidoyer ou encore le monitoring.

# LE FONDS D'URGENCE



**"POUR LES DÉFENSEUR·SE·S DES DROITS HUMAINS EN DANGER"**

En 2020, le Fonds d'urgence est intervenu dans les pays suivants : Niger, Iran, Cameroun, République Démocratique du Congo (RDC), Azerbaïdjan, Sénégal et Colombie.

**Budget : 21 170 €**

Le Fonds d'urgence pour les défenseur·se·s des droits humains en danger (Fonds d'Urgence) d'Agir ensemble a été mis en place en 1999. Depuis sa création, il est venu au secours de près de **750 militant·e·s des droits humains menacé·e·s ou persécuté·e·s** à travers le monde, dont 7 en 2020.

Cette même année, les contributeurs financiers du Fonds d'urgence ont été divers, parmi lesquels figurent la fondation Un Monde Par Tous, le Secours Populaire Français (Fédération du Rhône) et Protect Defenders.

L'ensemble des demandes d'assistance adressées par les défenseur-se-s des droits humains ont fait l'objet d'une instruction rigoureuse qui consiste à vérifier non seulement que les informations transmises sont réelles et fondées, mais aussi que la demande respecte les critères d'intervention du Fonds d'Urgence.

Ces critères sont la **qualité de défenseur-se** des droits humains ; la **situation de danger** dans laquelle il-elle se trouve et l'existence d'un **lien de causalité** entre le danger et l'engagement du/de la bénéficiaire.

N'ayant pas de représentation hors de France, Agir ensemble effectue les **vérifications nécessaires** à l'aide de partenaires locaux, ainsi que d'organisations internationales et régionales.

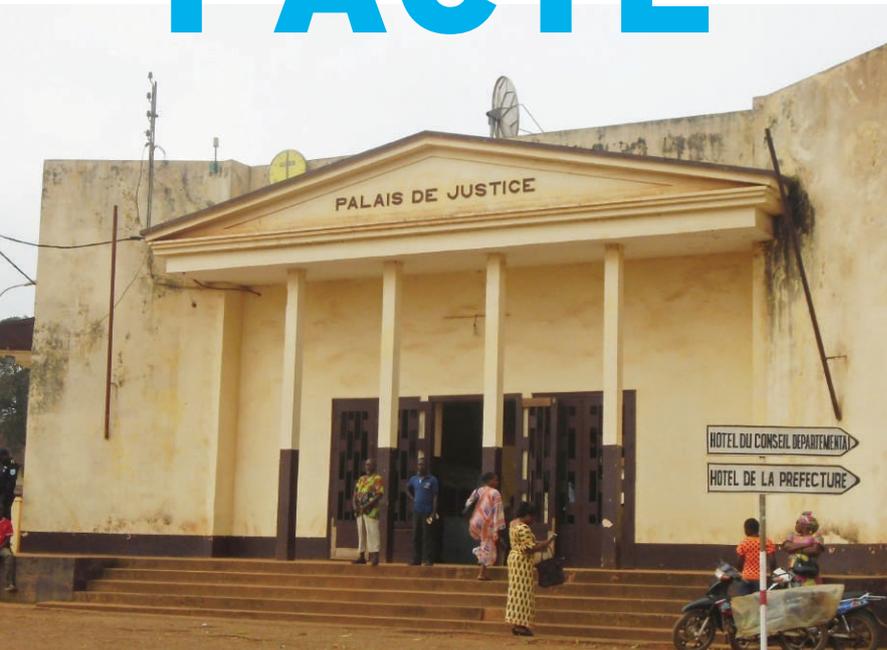
Une fois la validation retenue, **les modalités d'intervention sont diverses et procèdent des besoins exprimés par le-la défenseur-se en danger**. Il peut s'agir d'une mise en sécurité prenant la forme d'une relocalisation nationale ou locale temporaire (deux en 2020) ; d'une aide médicale (deux en 2020) ; d'une aide juridique ou judiciaire (trois en 2020); en dernier recours, d'une aide à l'exil (une en 2020), ayant pour but de faciliter l'éloignement définitif du/de la défenseur-se vers un pays sûr.

**Un suivi de l'évolution de la situation des bénéficiaires est assuré, faisant ainsi du Fonds un instrument de soutien sur le moyen-terme des défenseur-se-s des droits humains.**

**LE F  NDS  
D'URGENCE **

**Pour les défenseur-se-s des droits humains en danger**

# PACTE



## **“PRÉVENIR ET AGIR CONTRE LA TORTURE ET LES DÉTENTIONS ARBITRAIRES ENSEMBLE EN RÉPUBLIQUE DU CONGO”**

**Pays :** République du Congo

**Durée :** 01.01.2020 – 31.12.2022

**Budget :** 457 000 €

**Co-financeurs :** Union Européenne, National  
Endowment for Democracy (NED)

Le projet PACTE est mis en œuvre en partenariat avec l’Observatoire Congolais des Droits de l’Homme (OCDH), reconnu pour son engagement sur les questions de violation des droits en République du Congo et s’appuie également sur l’expertise de l’Association pour la Prévention de la Torture (APT) basée à Genève, quant à la prévention de la torture et au changement des pratiques d’arrestation et de détention des forces de l’ordre.

# PACTE

**Au regard de l'axe 1 : « Renforcement de capacités de la société civile »**, un soutien financier a été apporté à l'OCDH ainsi qu'à 5 structures de défense des droits : Association les Amis des Enfants (AAE), Association pour les Droits de l'Homme dans l'Univers Carcéral (ADHUC), Association Horizon d'Actions Futures (AHAF), Association pour la Vulgarisation du Droit au Cœur de la Société (AVDCS) et Cercle Uni des Droits de l'Homme et Culture de Paix (CUDHOC). Un outil d'autodiagnostic a également été mis à leur disposition pour identifier leurs besoins en renforcement des capacités et construire un plan de formation adapté.

**Concernant l'axe 2 : « Mobilisation de la société civile et des agents de l'Etat sur les thématiques de détention arbitraire, actes de torture et mauvais traitements »**, l'OCDH a organisé deux formations auprès de 47 agents des forces de l'ordre dont 1 femme et publié deux numéros du bulletin « Lumière », à raison de 250 exemplaires par semestre, pour informer sur la situation des arrestations et détention en milieu carcéral. En matière de plaidoyer institutionnel, un outil de base a été élaboré par l'OCDH avec l'appui d'Agir ensemble et d'APT demandant aux autorités la mise en place d'un Mécanisme National de Prévention contre la Torture (MNPT).

**Enfin, au regard de l'axe 3 : « Soutien aux victimes : identification, protection et défense »**, le monitoring des lieux de détention a été entravé par les restrictions d'accès imposées par les autorités ainsi que par les mesures sanitaires liées à la COVID-19. Nonobstant ces difficultés, 62 cas de violation de droits ont été recensés dont 9 mineurs, 5 femmes et 48 hommes. Par ailleurs, 43 victimes sont sujettes à un suivi de la part de l'OCDH et 19 ont bénéficié d'une assistance sociale, médicale et/ou juridique.

# PROTECTION



**PROTECTION**  
UN PROGRAMME TOURNONS LA PAGE

**“SOUTENIR LES  
DÉFENSEUR·SE·S DU  
MOUVEMENT  
TOURNONS LA PAGE  
(TLP) EN DANGER”**

**Pays :** Burundi, Cameroun, Congo,  
Côte d’Ivoire, Gabon, Guinée, Niger,  
RDC, Tchad, Togo

**Durée :** 01.01.2019 – 31.03.2021

**Budget :** 196 400 €

**Financeur :** Voice Global

Depuis le 1er septembre 2019, le Programme Protection soutient les défenseur·se·s des droits humains en danger afin de prévenir les risques auxquels ils font face et de leur permettre de continuer au mieux leurs actions pour les droits humains et la démocratie. En consortium avec Tournons La Page (TLP), Agir ensemble pour les droits humains a mis en place le programme Protection au bénéfice des membres du mouvement TLP.

# PROTECTION

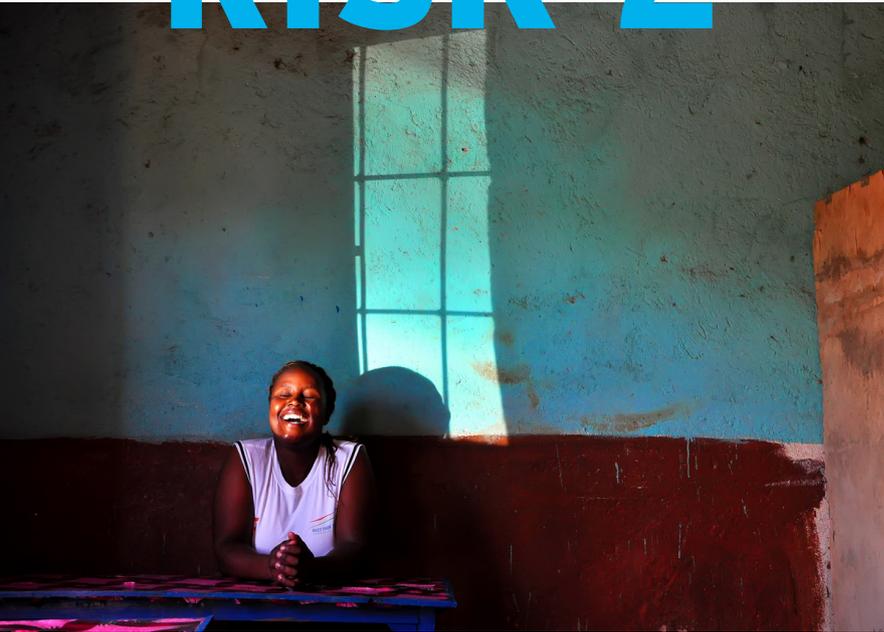
Les organisations du Mouvement Tournons La Page militent pour l'alternance démocratique en Afrique et la bonne gouvernance dans leurs pays. Ce combat expose les militant·e·s de TLP à des risques considérables, notamment à l'approche des élections.

**Entre septembre 2019 et décembre 2020, 55 activistes ont été arrêté·e·s dans différents pays et certains ont fait plus de 6 mois de prison pour leur travail de défenseur·se·s des droits humains.**

La protection recherchée par le programme est à la fois préventive (plaidoyer, communication, renforcement de la sécurité numérique, création d'un réseau de protection) que réactive (assistance matérielle et judiciaire). Depuis son lancement le 1er septembre 2019, **22 demandes d'assistance ont été étudiées dans huit pays et 46 défenseur·se·s des droits humains en danger ont été soutenu·e·s** par une assistance juridique, médicale, par la sécurisation des locaux ou encore par une aide de subsistance.

En plus de ces aides, toute l'équipe du programme Protection mène de larges actions de plaidoyer auprès des instances nationales, régionales et internationales telles que l'Union Européenne, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme pour que les droits des défenseur·se·s soient respectés.

# RISK 2



## "RENFORCER LES INITIATIVES POUR SECOURIR LES DÉFENSEUR·SE·S DES KIVU, PHASE 2"

**Pays :** République Démocratique du Congo

**Durée :** 01.06.2018 - 31.07.2021

**Budget :** 496 470 €

**Financeur :** Ministère des Affaires étrangères  
des Pays-Bas

Lancé le 1er août 2018, le projet triennal RISK 2 vise à protéger et secourir les défenseur·se·s des droits humains dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, à l'Est de la RDC. Il est financé par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et mis en œuvre par Agir ensemble en collaboration avec trois partenaires de terrain : Arche d'Alliance (Sud-Kivu, Uvira), SOS Information Juridique Multisectorielle (Sud-Kivu, Bukavu) et la Synergie Ukingo Wetu (Nord-Kivu, Goma).

# RISK 2

Les co-interventions ont par ailleurs été encouragées et il est fréquent que d'autres ONG internationales prennent le relais d'Agir ensemble, se fondant ainsi sur le travail déjà réalisé par les équipes du projet RISK 2.

Ce projet se veut une réponse à une situation qui est très alarmante : dans les Kivus, les défenseur·se·s des droits humains font de plus en plus face à des arrestations arbitraires, des violences physiques et sexuelles, des traitements inhumains, voire même des enlèvements, de la part de multiples groupes armés et même des autorités légales.

Au cours de l'année 2020, Agir ensemble et ses trois partenaires ont pris en charge **39 interventions dans les deux provinces** qui ont bénéficié, au total, à **93 défenseur·se·s en danger, dont 13 femmes.**

Le programme a permis notamment 25 relocalisations, 17 assistances juridiques, 10 assistances médicales et 15 assistances psychologiques.

Le projet RISK s'inscrit également dans une logique de lutte contre les détentions arbitraires des défenseur·se·s des droits humains. Il a permis ainsi de prendre en charge des membres de la LUCHA, mouvement pro démocratie congolais qui vise à susciter et encourager le sens civique parmi les citoyen·ne·s. En 2020, **26 membres de ce mouvement ont été placé·e·s en détention alors qu'ils·elles manifestaient pacifiquement.** Le projet RISK est venu leur offrir une assistance judiciaire qui permis, à chaque fois, leur libération.

Le projet RISK s'achèvera le 31 juillet 2021. Il est prévu de le renouveler pour trois ans. Le nouveau projet devrait inclure un champ géographique plus large que le précédent pour intégrer deux nouvelles régions : l'Ituri et le Maniema.

# CAMPAGNES ET ÉVÉNEMENTS



## Exposition photo : « Lutte contre les discriminations ici et ailleurs »

Depuis 2017 sont exposées les photos issues du concours organisé pour les 25 ans d'Agir ensemble, en partenariat avec la Fondation pour les Droits Humains, qui rassemble des œuvres de photographes de pays et de sensibilités diverses engagé·e·s dans les « Luttés contre les discriminations ici et ailleurs ». L'exposition a continué sa tournée locale en 2020, à la Maison des Solidarités Locales et Internationales.

[Re-découvrez l'exposition photo  
« Lutte contre les discriminations ici  
et ailleurs » en format 100% digital !](#)

## Projection-débat : « Le Char et l'olivier »

Le 6 janvier 2020, la salle de projection du cinéma Le Zola à Villeurbanne était remplie pour une projection-débat autour du documentaire « Le Char et l'olivier, une autre histoire de la Palestine ». L'œuvre retrace l'histoire du peuple cisjordanien et la construction d'un Etat juif. Après la projection, le dialogue s'est ouvert en compagnie de Roland Nurier, réalisateur du film. Cette projection fut l'occasion pour Agir ensemble de soutenir la lutte contre la violation des droits humains en Cisjordanie et en Israël, par la dénonciation d'une situation désastreuse, celle des colonies israéliennes, des violences infligées au peuple palestinien et aux habitant·e·s de la bande de Gaza.

## Table ronde interactive : « Défendre l'égalité des genres ici et ailleurs »

Du 9 au 13 mars 2020, Agir ensemble pour les droits humains organisait une visite d'échange autour de la thématique de l'égalité des genres. La table ronde interactive du 12 mars fut un temps fort de cette semaine de partage d'expériences avec 4 femmes défenseuses des droits humains en Afrique centrale.

[Retrouvez leurs témoignages sur la chaîne YouTube d'Agir ensemble : ici](#)

7 témoins sont intervenu·e·s pendant cette table ronde organisée à l'espace Jean Couty :

- Sylvie Chishungu Zawadi Mwamini (AIDPROFEN)
- Louis Guinamard (Equipop)
- Thérèse Bien-Née Mendo Manga (Health and Human Rights Cameroon)
- Naelle Nanda (Slameuse et poétesse)
- Anne-Marie Nzila (Union des Syndicats du Congo)
- Charlène Ongotho (Radio Pluriel)
- Nathalie Zemo-Efoua (Réseau Femme Lève-Toi)



## Participation au festival "Les idées sous couvre-feu"

Agir ensemble participait en 2020 au festival « Idées Mode d'Emploi », organisé tous les ans par la Villa Gillet. Cette édition 2020 s'est déroulée dans un format digital inédit, avec un nom adapté au contexte que nous vivions : « Les idées sous couvre-feu ».

Dans le cadre de cette édition 2020 du festival, la Villa Gillet proposait notamment aux internautes d'écouter des capsules sonores ou vidéo avec artistes et citoyen·ne·s engagé·e·s, pour réfléchir ensemble à la liberté d'expression : une responsabilité collective.

[Retrouvez le témoignage de Tim Hughes,](#)  
[Président d'Agir ensemble :](#)  
["La liberté d'expression : une responsabilité collective "](#)



## Projection-débat :

### "Se taire ou mourir" par Aunel Arneth

Le 17 décembre 2020, en partenariat avec l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH), Agir ensemble organisait sa première projection-débat en ligne, en présence du réalisateur du film et de Trésor Nzila (OCDH). Cet événement était également l'occasion d'annoncer le lancement de la campagne « Pour les droits humains au Congo ! »

[Retrouvez le film sur le site de la campagne :  
www.droits-humains-congo.info](http://www.droits-humains-congo.info)

**événement de  
pré-campagne**

**LANCEMENT EN  
JANVIER 2021**

*Le documentaire « Se taire ou mourir », réalisé par Aunel Arneth retrace les violences liées au contexte électoral en République du Congo en 2015-2016. Il a été tourné à Brazzaville à la fin de l'année 2015, alors que le président Denis Sassou-Nguesso annonçait l'organisation d'un référendum constitutionnel pour briguer un 3ème mandat. L'opposition politique et la société civile ont rapidement réagi en organisant des manifestations et des meetings populaires. Ces manifestations ont été réprimées dans la violence. Des journalistes ont filmé ces événements en caméra cachée. Internet a été coupé, le pays s'est fermé. Par la suite, aucune enquête n'a été menée sur les violations des droits commises pendant les deux processus électoraux, malgré les demandes répétées des organisations de la société civile et des Nations Unies. Ce documentaire est unique en ce qu'il montre : des images de la répression congolaise qui n'existent nulle part ailleurs.*

# NOS

## SOUTIENS ET RÉSEAUX



# NOS RÉSEAUX



## Plateforme Droits de l'Homme (PDH)

Agir ensemble est membre fondateur de la Plateforme des Droits de l'Homme (PDH) et en assure le secrétariat exécutif. Née en 2017, la PDH est désormais composée de 22 ONG françaises agissant à l'international dans le domaine des droits humains. Cette plateforme permet d'agir avec une dynamique collective pour la promotion et la défense des droits humains en soutenant les acteur·rice·s du secteur et en accroissant leurs capacités de représentation et leur visibilité tout en favorisant leur mise en lien et leur renforcement mutuel.



## Réseau France Colombie Solidarités (RFCS)

Depuis 2014, Agir ensemble est membre du RFCS, né fin 2012 qui regroupe 13 ONG membres basées en France et engagées dans des projets de solidarité en Colombie. Ses domaines d'action sont les droits humains, le développement et les initiatives de paix. Depuis septembre 2014, le Réseau est membre d'Oidhaco, plateforme européenne qui mène des actions de plaidoyer auprès de l'Union européenne et des Nations unies.



## Mouvement Tournons La Page

TLP est un mouvement citoyen international qui agit pour la promotion de l'alternance démocratique en Afrique subsaharienne. Il s'agit d'une alliance non-partisane et pacifique de 250 organisations de défense des droits humains, de mouvements de jeunes, de syndicats, d'associations confessionnelles, d'intellectuel·le·s et d'artistes regroupé·e·s en dix coalitions en Afrique et une coalition en Europe.



## Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

Agir ensemble est membre observateur de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine qui a pour objectif de se mobiliser pour la reconnaissance des droits des Palestinien·ne·s. Créée en 1993 dans le contexte des accords d'Oslo, la Plateforme regroupe des organisations de solidarité internationale, des associations de sensibilisation, de développement, de recherche, de défense des droits humains et des mouvements d'éducation populaire.

Elle poursuit son action autour de trois axes principaux :

- Participer au développement du territoire palestinien par des actions de partenariat avec des ONG palestiniennes.
- Sensibiliser l'opinion publique et les pouvoirs publics français aux droits du peuple palestinien.
- Favoriser l'échange d'informations et les synergies entre les organisations françaises de solidarité internationale impliquées sur la Palestine.



## Human Rights and Democracy Network (HRDN)

Agir ensemble est membre du réseau européen HRDN. Basé à Bruxelles, ce réseau regroupe 53 ONG européennes engagées en faveur des droits humains, de la démocratie et de la consolidation de la paix. Convaincu que les droits humains et la démocratie sont des enjeux fondamentaux de l'identité européenne, le HRDN entend influencer les stratégies de l'Union Européenne et de ses États membres en matière de promotion de la démocratie, des droits et de la paix.

# NOS RÉSEAUX



## Réseau européen pour l'Afrique Centrale (EURAC)

Agir ensemble est membre d'EURAC. Ce réseau regroupe 46 organisations issues de 12 pays européens, actives dans les domaines de la coopération au développement ou de l'aide humanitaire. EURAC informe ses membres et les acteur·rice·s politiques sur la situation en Afrique Centrale. Il conduit également un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds et des institutions internationales pour que les efforts diplomatiques et les stratégies d'intervention répondent de façon cohérente aux besoins exprimés par les populations locales.



## EGIDES

Le réseau EGIDES est une Alliance francophone solidaire sur la scène internationale qui favorise l'égalité et l'inclusion des personnes vulnérabilisées et discriminées sur la base de leur orientation sexuelle, de leur identité ou de leur expression de genre, ou de leurs caractéristiques sexuelles. Le Réseau EGIDES existe pour favoriser la concertation et la mobilisation, pour soutenir l'action et le renforcement des capacités, pour créer des espaces de dialogue sécuritaires et inclusifs, pour assurer un accès à des ressources en français.

# NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- ACEB 71
- Agence Française de Développement (AFD)
- Barreau de Lyon
- Barreau de Paris
- CCFD Terre Solidaire
- Coordination Sud - FRIO
- CSO lifeline
- Fondation de France
- Fondation NED
- Fondation Un Monde par Tous
- Frame Voice Report
- Freedom House
- Front Line Defenders
- Métropole de Lyon
- Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
- Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- Protect Defenders
- Protection international
- Publiez ce que vous payez !
- Resacoop
- Secours Catholique - Caritas France
- Secours Populaire Français Fédération du Rhône
- Sigrid Rausing Trust (SRT)
- Terre des Hommes France
- Terre des Hommes Allemagne
- Terre des Hommes Suisse
- Union Européenne (UE)
- Ville de Lyon
- Voice
- ADHEOS
- APT
- Atelier Chenapans
- CIEDEL
- Couleur FM
- Course des Héros
- Docip
- Equipop
- France Bénévolat
- HRDN
- Initiative Développement
- Institut Bioforce
- Maison des Solidarités Locales et Internationales
- Resacoop
- Radio Pluriel
- Radio U-man
- Service de Coopération au Développement (SCD)
- Sciences Po Lyon
- Solidarité Internationale LGBTI+
- Villa Gillet
- Université Catholique de Lyon (UCLy)
- Université Jean-Moulin Lyon-III



# BILAN

# FINANCIER



Grâce notamment au lancement du projet PACTE et du développement du projet PROTECTION, **par rapport à 2019 l'association a réussi à augmenter fortement ses produits (+ 229 000 €)**, tout en limitant la hausse de ses charges (+ 78 000 €).

Cela a permis d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2020 (bénéfice de 5 530 €), après des années de résultats déficitaires. C'est une excellente nouvelle, qui plus est dans un contexte de crise sanitaire.

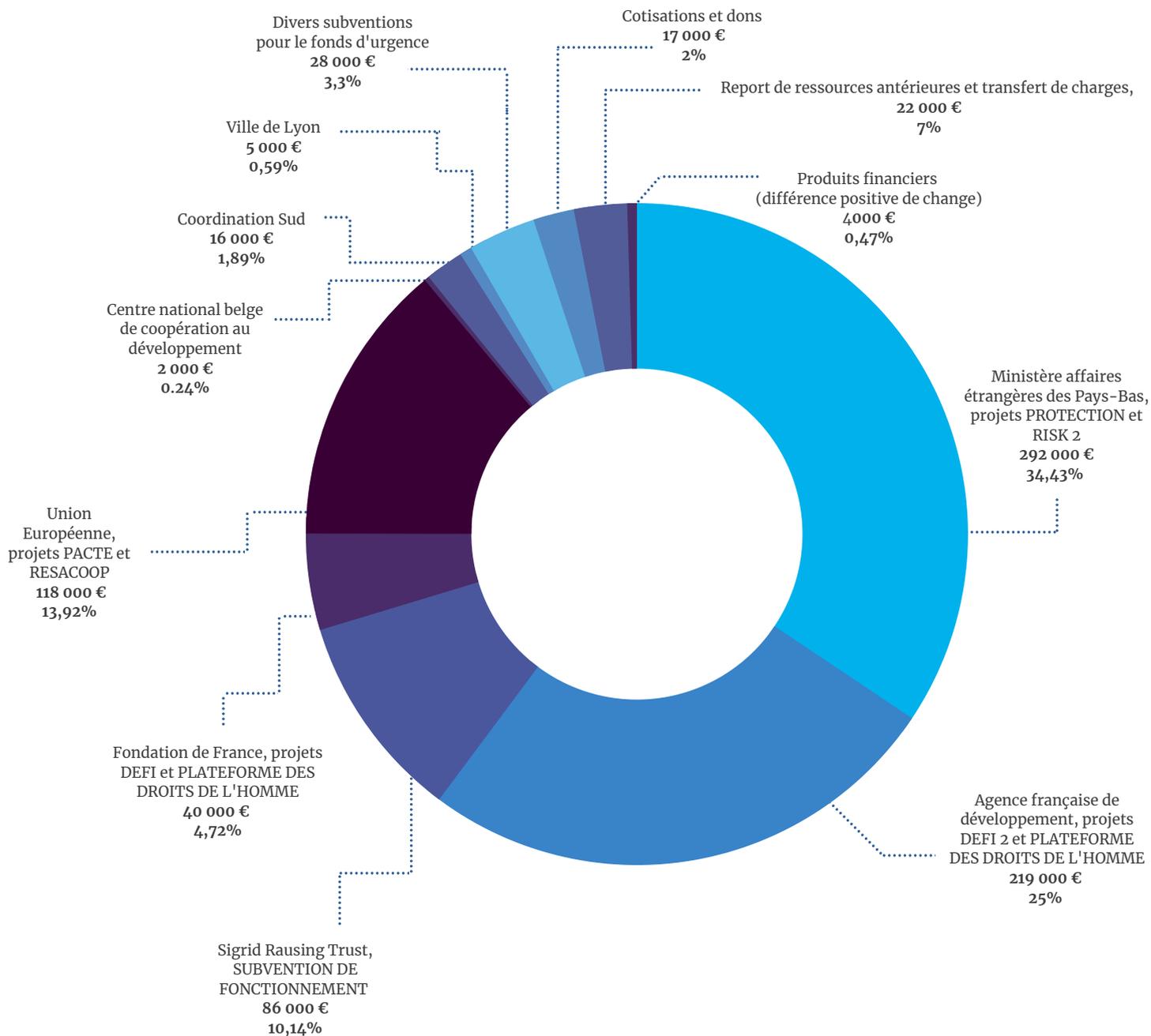
Compte tenu de l'actuel renouvellement dynamique du portefeuille de projets, les perspectives pour les résultats des années 2021 et 2022 sont également bonnes.

Par ailleurs **le niveau de trésorerie disponible est élevé (469 000 €) et les fonds propres (260 000 €) suffisants pour servir de socle à l'activité future.**

Néanmoins il faudra continuer les efforts actuels pendant plusieurs années pour réussir à pérenniser l'association, qui ne peut plus compter sur les dotations en fonds propres dont elle disposait lors de ses 30 premières années d'existence pour compenser d'éventuelles pertes.

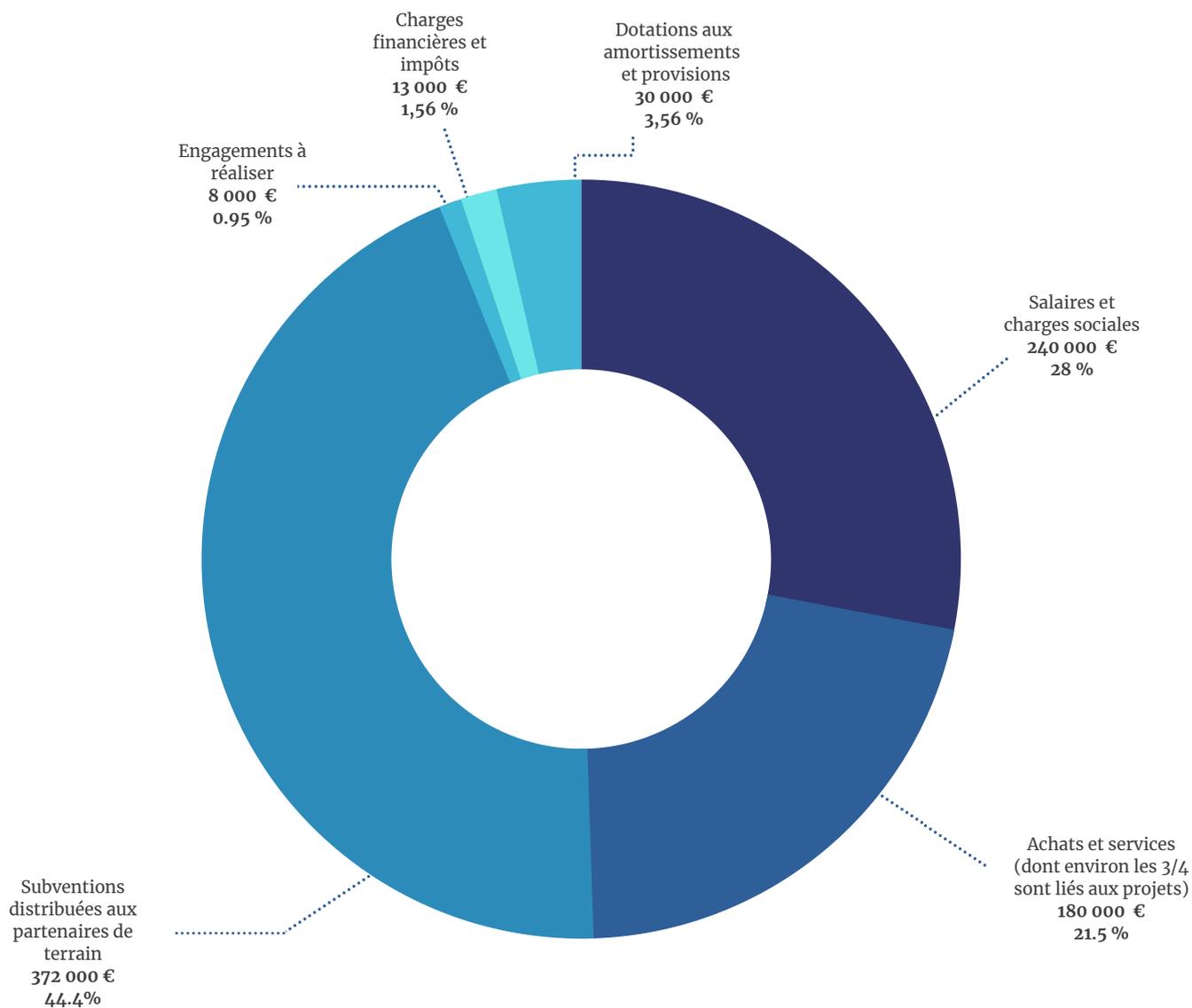
# Produits de l'association en 2020 (Total 848 465 €)

Les montants sont arrondis au millier



## Charges de l'association en 2020 (Total 842 935 €)

Les montants sont arrondis au millier



# NOS

# PERSPECTIVES



## DEFI 3

Le projet DEFI 3 s'inscrit dans la continuité de DEFI 2, tout en proposant quelques évolutions par rapport aux phases précédentes. Le projet s'adresse toujours aux organisations locales de défense des droits humains en Afrique centrale pour leur fournir un soutien financier et leur proposer un accompagnement afin de renforcer leurs capacités dans les domaines clés. **DEFI 3 accorde une importance particulière à l'approche genre et se concentre sur les thématiques de défense des droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre.** L'accompagnement sur le plaidoyer et le travail en réseau sont renforcés et un nouveau volet protection et gestion des connaissances sont intégrés.

## RISC

Le 1er août 2021 débute le projet RISC, une version élaborée du projet RISK 2 qui est également triennal. Ce projet élargit le champ géographique de RISK 2 pour agir également dans les régions de l'Ituri et le Maniema. Deux de nos partenaires bénéficient déjà d'une présence dans ces deux provinces (Arche d'Alliance et SOS IJM).

**La phase 3 du projet a désormais pour ambition de déployer des activités à plus large impact qui visent à développer une protection préventive des défenseurs des droits humains.** Il est ainsi proposé d'inclure deux nouveaux volets : le renforcement des capacités des acteur-rices de la société civile dans le domaine de la protection des défenseur-se-s ainsi qu'un travail de recherche, de plaidoyer et de création de contentieux stratégiques.

# PERSPECTIVES

## GABON

En réponse à l'appel à proposition de 2020 « Soutenir et Renforcer les Organisations de la Société Civile au Gabon » de l'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme, deux organisations gabonaises de défense des droits humains, le Réseau Femme Lève-Toi et Brainforest, se sont associées à deux organisations française, Initiative Développement et Agir ensemble afin de **contribuer à renforcer le pouvoir d'agir des femmes au Gabon**. Le projet proposé vise, dans un pays où les droits des femmes sont mis à mal, à faciliter l'accès à l'informations pour les détenteur-ric-es de droits et les intervenant-e-s dans le secteur ainsi qu'à renforcer le travail en réseau et une sélection d'acteur-ric-es dans leur capacité à intervenir en faveur des droits des femmes.

## PEUPLE

Le projet PEUPLE - «Promouvoir la participation des Peuples Autochtones Pygmées dans la gestion durable des terres et ressources naturelles en RDC», cofinancé par l'AFD, a été conçu à la demande de trois organisations de la société civile congolaise – PIDP, SPFA et REBAC – en partenariat avec Agir ensemble, EURAC et DOCIP. D'une durée de 3 ans, il vise à **promouvoir, au travers du renforcement des capacités** des organisations congolaises dans des domaines clés et leurs actions de plaidoyer au niveau local, national et international, **les droits fondamentaux et les modes de vie des populations autochtones Pygmées en RDC** où elles font face aux discriminations et violations de leurs droits ainsi qu'à l'accaparement de leurs terres ancestrales.

## PLAIDOYER #FiertésSansFrontières

#FiertésSansFrontières est une campagne de sensibilisation et plaidoyer pour **défendre et promouvoir les droits des minorités sexuelles et de genre**, appelées aussi LGBTQIA+, **dans 3 pays d’Afrique francophone** : Cameroun, République du Congo et Sénégal.

En partenariat avec cinq organisations de la société civile africaine et française, la campagne sera lancée le 17 mai 2021, à l’occasion de Journée internationale de lutte contre les LGBTQIA-phobies. Plusieurs temps de sensibilisation sont organisés pendant cette campagne : table ronde en ligne, rencontre inter-associative, projection débat...

Ces temps de sensibilisations sont doublés d’action de plaidoyer, auprès d’acteur·rice·s politiques ayant une capacité d’influence.

Ce que nous demandons : un soutien accru au mouvement LGTBQIA+ en Afrique francophone.

[Suivez la campagne](#)  
[#FiertésSansFrontières ici !](#)

## CAMPAGNE D'ADHÉSION

Dans le cadre de son plan stratégique pour l'exercice 2018-2021, Agir ensemble mène une campagne d'adhésion du 6 avril au 24 juin 2021, jour de son Assemblée générale.

Le plan stratégique 2018-2021 a pour objectifs principaux de **poursuivre l'essor de l'organisation, de stabiliser son modèle économique et d'affirmer son identité afin d'être reconnue dans le domaine des droits humains.**

L'action proposée (une campagne d'adhésion d'avril à juin 2021) répond à ces trois objectifs et à un des pans de ce plan, à savoir « Développer la vie associative en recrutant notamment de nouveaux adhérent·e·s et en augmentant le nombre d'adhérent·e·s du public jeunes actif·ve·s et étudiant·e·s ». Notre volonté de renouveler le portefeuille d'adhérent·e·s et de voir une cible jeune prendre part à la vie associative d'Agir ensemble est également motivée par notre changement de nom et notre nouvelle identité, se voulant plus inclusive, plus militante.

## PROCESSUS

Grâce au Fonds de Renforcement Institutionnel et Organisationnel (FRIO) de Coordination SUD, **Agir ensemble s'apprête à optimiser son fonctionnement.** Nous faisons appel à des consultant·e·s pour revoir nos procédures de gestion afin que nous puissions agir ensemble pour les droits humains avec encore plus de fluidité et de dynamisme.

Notre monde connaît une période difficile et incertaine. Les crises sanitaires, écologiques, sociales, économiques et démocratiques aggravent, non seulement les inégalités, mais toutes les violations des droits humains dont, notamment, les personnes les plus vulnérables font déjà l'objet. Face à ces reculs, la préoccupation d'Agir ensemble est de faire en sorte qu'à la fois le respect des droits humains et la lutte contre les discriminations soient au cœur des réponses apportées, mais également que de nouvelles pratiques de mobilisations citoyennes, notamment venant de la jeunesse et des femmes, apparaissent et se construisent au sein des sociétés civiles.



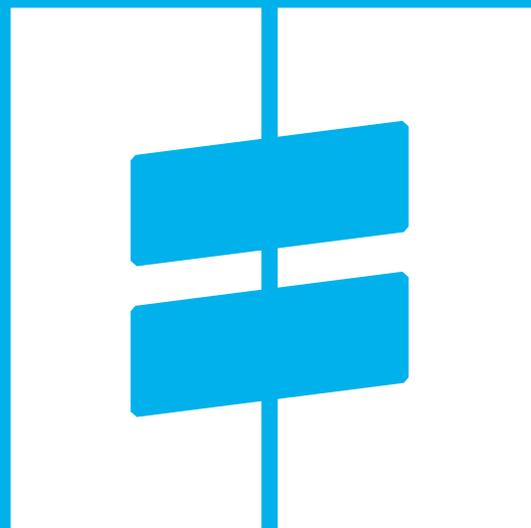
Forte de ses 31 ans d'engagement à travers le monde, Agir ensemble pour les droits humains et tous ses partenaires ont mené, en 2020, de nombreuses réalisations, des projets ici et ailleurs, pour défendre et promouvoir le respect des droits et libertés fondamentaux. **Les activités ne cessent de se développer et de s'élargir.**

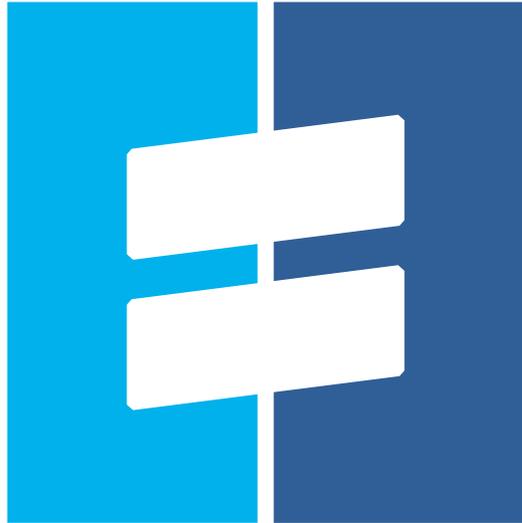
Ce Rapport d'activités est l'occasion de remercier sincèrement et chaleureusement les organisations locales de défense des droits humains, les partenaires techniques et financiers (bailleurs de fonds institutionnels, fondations privées, collectivités territoriales...) dont dépendent nos activités ; ainsi que tous ceux qui partagent nos convictions et nous soutiennent : les adhérent·e·s, les sympathisant·e·s et les donateur·rice·s.

**Nous, membres de l'équipe d'Agir ensemble, administrateur·rice·s, salarié·e·s, volontaires, stagiaires et bénévoles, vous adressons notre profonde gratitude !**

Philippe Morié

**SOUTENIR,  
PROTÉGER,  
DÉNONCER.**





16 Avenue Berthelot,  
69007 LYON  
+33 4 37 37 10 11

[www.agir-ensemble-droits-humains.org](http://www.agir-ensemble-droits-humains.org)

